

Démonstration de force unioniste à Barcelone

Les indépendantistes hésitent sur la stratégie à adopter après la mise sous tutelle de la région par Madrid

MADRID - *correspondance*
BARCELONE - *envoyée spéciale*

C'est une foule déterminée, en colère contre l'exécutif catalan et son président destitué, Carles Puigdemont, mais aussi abasourdie qui a recouvert le passeig de Gracia aux couleurs de l'Espagne, dimanche 29 octobre, à Barcelone, deux jours après la déclaration de la république catalane par le Parlement régional. Ils étaient 300 000 selon la police catalane, plus de 1 million selon les autorités espagnoles, avec un espoir : que les élections annoncées par Mariano Rajoy pour le 21 décembre permettent à la Catalogne de « rétablir le vivre-ensemble ».

À la tribune, le socialiste catalan Josep Borrell, ancien président du Parlement européen, dénonce une « tragédie historique » causée par les séparatistes. Les manifestants lui répondent en chœur « *Maintenant, oui, nous allons voter* » – en référence au référendum d'autodétermination illégal du 1^{er} octobre, qu'avaient boycotté les partis constitutionnalistes.

Cette atmosphère de précampagne électorale a été renforcée par l'union inédite du Parti populaire (PP), des libéraux de Ciudadanos, première force d'opposition au Parlement régional, et du Parti socialiste catalan (PSC), qui s'est joint pour la première fois aux manifestations pour faire front commun contre l'indépendantisme.

À cette démonstration de force des anti-indépendantistes et à la décision du gouvernement de Mariano Rajoy, soutenu par Ciudadanos et les socialistes, de placer la région sous tutelle, de destituer l'ensemble du gouvernement catalan et de convoquer des élections le 21 décembre, les indépendantistes ont répondu pour leur part par un silence déconcertant et des déclarations cryptiques.

Lors d'une intervention depuis sa ville de Gérone, retransmise sur la chaîne publique TV3, samedi 28 octobre, l'ex-président de la Généralité, Carles Puigdemont, a ainsi appelé à « *une opposition démocratique* » à « *l'application de l'article 155* » de la Constitution espagnole qui permet de suspendre l'autonomie d'une région. Il a

ignoré sa destitution, en déclarant que « *dans une société démocratique, ce sont les Parlements qui élisent ou destituent les présidents* ». Mais il n'a pas exclu la participation des indépendantistes aux élections convoquées par Madrid et n'a pas non plus pris le risque de parler depuis le palais de la Généralité, au risque d'être accusé d'usurpation de fonctions par la justice espagnole.

De même, le vice-président de la Généralité destitué, Oriol Junqueras, a assuré dans une tribune publiée dans le journal indépendantiste *El Punt Avui* que M. Puigdemont « *continue d'être* » le président de la Généralité. « *Nous n'avons aucune autre option que d'aller de l'avant, d'accumuler des forces et de savoir accuser les coups pour nous relever sans ja-*

« Nous n'avons pas prévu la situation exactement comme cela »

JOAN RAMON CASALS
député du parti
indépendantiste PDeCAT

mais renoncer aux urnes pour légitimer la République », écrit-il. Avant d'avertir que dans les prochains jours, « *nous devons prendre des décisions qui ne seront pas toujours faciles à comprendre* ».

Ni le Parti démocrate de Catalogne (PDeCAT), de M. Puigdemont, ni la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), de M. Junqueras, ne veut être le premier à annoncer son éventuelle participation aux élections régionales imposées par Madrid, ce qui reviendrait à renoncer à la république catalane.

Sur Twitter, la dirigeante de la formation d'extrême gauche anticapitaliste CUP, Mireia Boya, a d'ailleurs préparé le terrain en soulignant que « *la république se construit aussi avec un cadre mental sans le 155 imposé* ». Et d'inviter à « *respecter ou pas mentalement* » la mise sous-tutelle. De quoi pouvoir jongler entre une possible participation aux élections – ce que « *les militants devront décider* » –, et le soutien au « *gouvernement légitime de la République* », comme l'a annoncé la porte-pa-

role de la CUP, Nuria Gibert.

« Résistance pacifique »

Les indépendantistes n'ont pas de temps à perdre. Le 7 novembre marquera la fin du délai de présentation des coalitions électorales. Ils doivent donc décider rapidement s'ils se présentent sous une liste commune, comme lors des élections régionales dites « plébiscitaires » de septembre 2015.

Cette solution est privilégiée par le parti de la droite nationaliste PDeCAT pour mieux dissimuler sa déroute. Héritier de Convergence démocratique de Catalogne (CDC) de l'ex-président Jordi Pujol, ce parti a gouverné la Catalogne pendant trente ans et est arrivé en tête de presque toutes les élections de-

« [Madrid] n'aurait pas dû agir comme il l'a fait avec les indépendantistes, il aurait dû négocier avant »

SORAYA
retraîtée qui manifestait
contre l'indépendance

puis le retour de la démocratie en 1977. Or, selon un sondage paru dans le quotidien *El Mundo*, dimanche 29 octobre, elle pourrait être reléguée en cinquième position en Catalogne, loin derrière son rival indépendantiste d'ERC, qui se hisserait à la première place avec 26,4 % des voix. Lequel était déjà réticent à l'idée de coalition en 2015... La décision doit être prise dans la semaine.

« *Nous analysons la meilleure manière de répondre à une situation que nous n'avons pas prévue exactement comme cela*, reconnaît au *Monde* le député du PDeCAT du Parlement dissous, Joan Ramon Casals. *Nous pensions qu'après avoir déclaré l'indépendance, la police viendrait nous arrêter et que nous nous enfermerions dans le Parlement...* »

Dans ce cas, les indépendantistes avaient déjà prévu d'appliquer une stratégie de « *résistance pacifique* » et de « *défense des institutions* » en coordination avec les grandes associations indépen-

dantistes. « *A présent, nous avons deux options : boycotter les élections et opter pour un affrontement institutionnel de résistance ou participer au scrutin, que l'on peut voir comme une chance de réaffirmer notre force, et présenter comme des élections constituantes ou le second tour du 1^{er} octobre* », explique le député.

Du côté des anti-indépendantistes, participer au futur scrutin est une évidence pour tous. « *Je voterai Ciudadanos*, sait déjà Eleazar, employé chez Nissan. *Ils sont les seuls à pouvoir apaiser la Catalogne. Le PP ne le peut pas, il est trop associé au franquisme ici* », explique le jeune homme de 29 ans.

Pour d'autres, comme Soraya, ce sera peut-être pour les socialistes, mais le choix n'est pas fait. En tout cas, « *pas le PP* », tranche-t-elle d'emblée. « *Rajoy n'aurait pas dû agir comme il l'a fait avec les indépendantistes. Il n'avait plus d'autre choix que de faire appliquer le 155 après la déclaration de vendredi, mais il aurait dû négocier avant* », estime cette retraitée.

« Ils ne sont pas majoritaires »

Rares sont ceux qui estiment qu'une coalition est nécessaire pour contrer les indépendantistes. « *De toute façon, ils ne sont pas majoritaires* », assène ainsi Jaime, professeur de catalan, rappelant que la coalition indépendantiste n'a obtenu que près de 48 % des voix aux élections régionales de 2015. « *Ils ne peuvent pas gagner en décembre!* », anticipe-t-il.

En un mois et demi, tout peut encore basculer. D'autant que la justice pourrait interférer dans la précampagne. De nouvelles accusations ou des détentions provisoires pourraient ressouder les indépendantistes, reconnaissent-ils eux-mêmes. Or, M. Puigdemont est déjà mis en examen par le Tribunal supérieur de justice de Catalogne pour « *désobéissance, abus de pouvoir et malversation de fonds publics* » pour l'organisation du référendum du 1^{er} octobre,

et comme réponse à la déclaration d'indépendance de vendredi, le parquet prépare une nouvelle plainte pour rébellion.

Lundi matin, Madrid n'avait pas rencontré de grande résistance quant à l'application de l'article 155. Le chef des Mossos d'Esqua-

dra, la police régionale a accepté sa destitution sans opposer de résistance – il a même envoyé une lettre aux agents pour leur demander d'être « *loyaux* » envers son successeur, qui n'est autre que son numéro deux. Le ministre catalan du

territoire, Josep Rull, s'est pour sa part rendu dans son bureau, lundi matin, refusant d'être relevé de ses fonctions. Mais après la visite des Mossos, il a quitté les lieux moins d'une heure plus tard. ■

**SANDRINE MOREL
ET ELÉA POMMIERS**

LE CONTEXTE

SONDAGE

Selon une étude parue dans le quotidien *El Mundo*, dimanche 29 octobre, le bloc indépendantiste perdrait cinq points en cas d'élections en Catalogne, baissant de 47,7 % des voix en 2015 à 42,5 %, tandis que les partis constitutionnalistes (Ciudadanos, Parti socialiste et Parti populaire) gagneraient 4,3 points, passant de 39,1 % à 43,4 %. La formation Catalunya en Comu de la maire de Barcelone, Ada Colau, soutenue par Podemos, qui défend le droit à l'autodétermination, gagnerait 2,1 points et détiendrait la clé d'un prochain gouvernement. Le premier parti serait Gauche républicaine de Catalogne, ERC, avec plus de 26 % des voix.